COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 16 decembre 1978 — N° 1 — PRIX : 1,50F

Editorial

COMBAT OUVRIER DEVIENT HEBDOMADAIRE

Combat Ouvrier devient hebdomadaire. Cela entraîne donc du même coup la disparition des deux suppléments ronéotypés qui nous permettaient de compenser la longue périodicité de l'ancien Mensuel.

La nouvelle formule de Combat Ouvrier sera imprimée aux Antilles, à Pointe-à-Pitre, les possibilités d'impression étant plus grandes que par le passé.

C'est donc avec une légitime fierté que tous les militants et sympathisants de notre courant présenteront aux travailleurs et à tous nos lecteurs le nouvel hebdomadaire. Ceux-ci avaient permis grâce à leur chaude et active sympathie, au mensuel de vivre huit années malgré certaines difficultés créées du fait de l'impression en France. Aujourd'hui, plus que par le passé, nous comptons sur cette sympathie pour que vive Combat Ouvrier hebdomadaire et qu'il se répande très largement parmi les travailleurs antillais et chez tous ceux qui s'intéressent aux idées et au point de vue de travailleurs socialistes révolutionnaires.

Combat Ouvrier n'est pas seulement un organe qui apporte aux travailleurs et aux militants une information politique, économique ou sociale, c'est aussi un organe de combat. Combat des militants socialistes pour créer dans nos pays — Martinique et Guadeloupe — un parti ouvrier révolutionnaire.

Des tâches politiques importantes incombent aux travailleurs dans la période historique que nous vivons. Tâches qui sont celles de tous les travailleurs partout dans le monde : transformer par la révolution le vieux monde capitaliste !

Mais ici aux Antilles, les travailleurs ont aussi, outre leur combat contre la Société capitaliste, à mener une lutte particulière contre l'oppression nationale dont souffrent les Antilles.

L'indépendance des Antilles répond à une évolution inéluctable à laquelle le gouvernement français sait bien qu'il ne pourra se soustraire. Notre tâche à nous révolutionnaires socialistes qui nous exprimons dans Combat Ouvrier, c'est de préparer les travailleurs à faire face à cette échéance avec leur propre organisation et leur propre drapeau.

On a vu aussi que les autres classes, et en particulier la petite bourgeoisie, cherchent à s'organiser et s'engager dans la lutte tout en ralliant tous les opposants au régime actuel.

Combat Ouvrier continuera lui de se battre au sein de la classe ouvrière pour que naisse, dans la période qui vient, un parti réellement communiste et révolutionnaire. Un parti se battant réellement avec les travailleurs sur leur terrain — dans les usines, dans les champs, dans les bureaux ou les magasins — mais qui leur offrira aussi une perspective révolutionnaire.

En avant donc pour que naisse ici aux Antilles un Parti Ouvrier Révolutionnaire!

DIJOUD AUX CAPITALISTES :

«FAITES DES AFFAIRES AUX ANTILLES»



Une centaine de «spécialistes» français, des hommes politiques de la bourgeoisie et des chefs d'entreprise, sont venus avec le ministre des DOM-TOM pour organiser un colloque sur l'avenir économique des Antilles. Et pendant plusieurs jours, en Guadeloupe et en Martinique ces spécialistes et des élus locaux, essentiellement des politiciens de la droite, tout ce monde sous la houlette de Dijoud a formulé à qui mieux mieux des plans de développement économique.

En intervenant ainsi dans la vie économique et politique des Antilles, le gouvernement Giscardien poursuit des objectifs bien précis. En effet, il s'agit pour lui d'accentuer «la départementalisation économique de la Guadeloupe et de la Martinique», ce qui correspondra à une mainmise encore plus grande du capitalisme français sur l'économie des Antilles). En poussant les capitalistes à investir dans ces pays, cette politique n'aura comme conséquence principale que de rassembler plus de monde autour du gâteau.
Alors pour arriver à ses fins le secrétaire d'état n'hésite pas à faire du neuf avec du vieux. C'est ainsi que le vieux dossier du tourisme est remis à l'ordre du jour. Il nous promet un développement prodigieux de celui-ci, il affirme que cela permettra de créer de nombreux emplois pour les jeunes Antillais. Mais par un tour de passe-passe dont Giscard et ses amis ont le secret, Dijoud exhorte les Antillais qui recherchent un emploi à ne pas hésiter à partir pour la France. Il n'est pas une contradiction près. Tout cela n'est que du vent.

Le souci des investisseurs n'est pas de «développer» les Antilles. D'ailleurs, actuellement les capitalistes n'investissent que lorsqu'ils ont l'assurance d'empocher de gros profits à court terme. Cela entraîne une offre minimale d'emplois et de salaires de leur part... Dans des pays de 70 000 chômeurs totaux ou partiels, ces solutions sont dérisoires.

Transformer l'économie, modifier la vie sociale et politique des Antilles réclame des solutions bien plus profondes et énergiques que les replâtrages insignifiants du pouvoir.

Mais cette tâche, il revient aux travailleurs eux-mêmes de se battre pour l'accomplir.

guadeloupe : les élèves des LEP en colère

Une semaine après le début de la grève des élèves du LEP du Lamentin, ceux du Moule ont décidé de rejoindre la lutte. Ils soutiennent le mouvement de leurs camarades et entendent poser en même temps leurs problèmes qui rejoignent ceux de la plupart des collèges et des LEP.

En effet, depuis le mardi 5 décembre, ceux du LEP du Lamentin sont en grève. La première raison de cette grève a été l'attitude méprisante d'un professeur vis-à-vis d'une élève. Celui-ci à la suite d'un désaccord avec cette élève lui a donné des coups de pied. Ce geste a pu être interprété comme un acte raciste du fait de l'origine européenne du professeur. C'est donc pour exprimer leur colère contre lui que les élèves se sont mis en grève.

Mais cet incident allait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les élèves profitèrent de l'occasion pour exprimer aussi leur mécontentement contre les conditions de travail scandaleuses qu'ils connaissent depuis la rentrée scolaire :

Bien que l'effectif ait augmenté d'environ 500 élèves cette année, l'administration n'a pris aucune mesure pour résoudre le problème de locaux et de matériel. Il n'y a pas suffisamment de salles pour assurer les cours, et les salles utilisées manquent de chaises.

Les professeurs sont en nombre insuffisant.

De nouvelles sections ont été créées, mais le matériel adéquat n'a pas été prévu.

Dans les ateliers, les élèves utilisent un outillage très réduit (ex : une perceuse pour 22 élèves, et 3 chalumeaux pour 32 élèves).

Le degré d'insécurité est un véritable scandale ! La toiture d'un atelier est dans un état si défectueux qu'elle laisse passer l'eau quand il pleut. L'atelier se trouve ainsi inondé, ce qui présente un danger d'électrocution. Le matériel électrique est d'ailleurs détérioré et présente à tout instant des risques d'accident.

Face à tous ces problèmes l'administration n'a encore pris aucune mesure immédiate. Elle s'est contentée de faire des promesses.

C'est donc pour toutes ces raisons que les élèves du L.E.P. du Lamentin ont créé un comité de lutte et se sont mis en grève. Ils ont reçu le soutien d'une partie du personnel enseignant. Le mercredi 6 décembre, élèves et professeurs défilaient dans les rues du Lamentin pour exprimer leur mécontentement.

Le vendredi 8, une délégation comprenant des membres du comité et certains professeurs était reçue par le Vice-Recteur. Celui-ci fit mine d'ignorer les graves problèmes d'insécurité qui existaient au L.E.P. du Lamentin. Il décida de prendre des dispositions pour faire réparer la toiture de l'atelier dans les plus brefs délais. Quant à l'insuffisance du matériel, il ne prit aucun engagement sur cette question. Il s'est même permis de dire aux représentants des élèves que le LEP du Lamentin pouvait s'estimer heureux de posséder un peu de matériel !

Ces propos du Vice-Recteur prouvent bien avec quel mépris et quelle légèreté l'administration considère la formation intellectuelle et professionnelle des collégiens. Il n'est pas surprenant de trouver les mêmes problèmes dans tous les L.E.P. Tout cela représente un véritable scandale ! Il est inadmissible que l'avenir des jeunes collégiens soit aussi compromis !

Ceux du Moule et du Lamentin entendent protester contre cette situation en manifestant dans les rues de Pointe-à-Pitre le vendredi 15.

LA RIPOSTE POPULAIRE AU COLLOQUE DIJOUD



A POINTE-A-PITRE PRES DE 4 000 PERSONNES DANS LA RUE

La riposte au déroulement du colloque de Dijoud sur l'avenir économique des Antilles a été vive.

Plusieurs semaines à l'avance, tant en Guadeloupe qu'en Martinique des discussions avaient été engagées entre différentes organisations politiques, syndicales et associations afin d'envisager une riposte unitaire.

Après bien des réunions, des rebondissements, des claquages de portes mêmes, provenant de zizanies ou de divergences réelles entre différentes organisations, l'unité d'action entre tous les courants d'opposition à la politique coloniale du gouvernement n'a pu se faire complètement.

Il n'empêche que la nécessité de manifester cette opposition, de dénoncer la politique illusioniste de Dijoud est apparue clairement à tous et que de nombreuses actions eurent lieu.

Des manifestations eurent lieu dès le lundi à Pointe-à-Pitre, regroupant plusieurs milliers de personnes, conférences de presse se succédèrent. Mardi et mercredi, pas moins de 3 meetings se déroulèrent, regroupant chacun plus de 500 personnes.

En Martinique, malgré la position hésitante jusqu'au dernier moment, des grandes organisations politiques et syndicales, le mécontentement s'est exprimé, des mouvements de grève ont eu lieu et plus de mille personnes ont manifesté dans les rues de Fort-de-France.

Il faut le culot et le mépris de M. Dijoud envers la population pour déclarer malgré tout que son colloque était un succès.

En Guadeloupe, notre tendance a participé à l'action commune aux côtés du groupe des organisations politiques – PCG, PS, GRS, UFG, et UJC – et des organisations syndicales – CGTG, SPECOG, FTG, FEN, Syndicat des Fonctionnaires CGT.

pointe-à-pitre

LES LYCEENS DANS LA RUE

La tenue du colloque Dijoud a été l'occasion pour les lycéens de la cité scolaire de Baimbridge d'exprimer leurs sentiments anticolonialistes et leur refus d'être bernés par de belles paroles.

C'est ainsi que dès le jeudi 30 novembre une réunion d'information devait se tenir au lycée classique et moderne au cours de laquelle les lycéens décidèrent de passer à l'action.

Le vendredi 1er décembre une assemblée générale se tenait au niveau des deux lycées (technique et moderne) où les lycéens discutèrent de nombreux problèmes les concernant.

Le lendemain samedi 2 décembre la grève se poursuivait, paralysant ainsi toute la cité scolaire.

Le lundi 4, jour présumé du début du colloque une manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre rassemblait plusieurs centaines de lycéens.

Le mardi, la grève devait se poursuivre et ce jusqu'au mercredi. Au cours de cette dernière journée une nouvelle manifestation avait lieu devant la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre lieu où se tenait le colloque.

Là ils se trouvèrent face à face avec un important barrage de CRS qui gardaient l'entrée de la chambre de commerce.

Rien de grave ne se passa. Les lycéens continuèrent de manifester plus loin.

Ils avaient atteint leur but : s'associer aux manifestations contre le colloque Dijoud.

fort-de-france

un millier de manifestants

Pendant que se tenait le colloque Dijoud au Méridien, un millier de manifestants défilaient dans les rues de Fort-De-France.

De plus, comme le CID—UNATI avait appelé ses adhérents à la mobilisation, une partie des artisans et des commerçants de la ville avaient fermé leurs portes.

Plusieurs personnes s'étaient regroupées dès le matin devant la Maison des Syndicats à la suite de l'appel à la grève générale lancé par la CGTM.

Peu de syndicats étaient présents. Parmi eux on pouvait compter les dockers, la santé, la métallurgie, la cimenterie, une partie du commerce et des ouvriers agricoles.

Les travailleurs avaient le sentiment que la grève n'avait pas été organisée. Aucune Assemblée Générale, pas de réunions, rien n'avait été prévu.

Ce n'est que très tard, en fin de matinée que l'on fit un défilé très rapide dans les rues de Fort-de-France avec les travailleurs restés sur les lieux.

Quoi qu'il en soit, une manifestation a eu lieu. Ajoutée aux prises de position diverses et au départ spectaculaire du PCM et du PPM du colloque, cela finalement a montré que les travailleurs martiniquais n'étaient pas dupes de la mascarade de Dijoud.

pointe à pitre

à propos de l'u.p.l.g. : à qui profite l'unité entre riches et pauvres ?

Une nouvelle organisation vient de faire son apparition en Guadeloupe : l'UPLG. Confirmée ensuite par la radio, l'entrée sur la scène politique de cette organisation (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) a été assez spectaculaire.

Cette tendance se déclare anticolonialiste, et se donne pour but l'indépendance de la Guadeloupe : voilà qui est une bonne chose, dans la mesure où cela renforce le mouvement anticolonialiste. Mais ce n'est vraiment une bonne chose qu'à certaines conditions : la première d'entre elles, étant d'admettre le droit à l'existence et à l'expression des autres organisations luttant contre le colonialisme. Or, à peine sortie des limbes, ses véritables dirigeants étant encore inconnus de la quasi-totalité de la population, l'UPLG se proclame déjà, par ses mots d'ordre, comme étant la seule direction du mouvement anticolonialiste, et prétend mettre tout le monde au pas : «une seule Guadeloupe, un seul peuple, une seule organisation pour diriger la résistance nationale face au colonialisme» (Déclaration politique). De là à réclamer «un seul chef», il n'y a pas loin...

Exposant les grandes lignes de son programme, l'UPLG précise : «La Révolution nationale démocratique ne sera pas l'œuvre d'une seule classe ni d'un seul parti politique. Elle exige l'union et la mobilisation de toutes les classes et couches sociales, de tous les partis, de toutes les organisations syndicales, culturelles ou religieuses, de toutes les personnalités patriotiques dans le pays ou à l'étranger (...)».

Une telle conception n'est pas la nôtre, elle n'a rien à voir avec le point de vue de la classe ouvrière. Elle est même dangereuse pour celle-ci : l'appliquer, cela reviendrait pour les travailleurs à oublier leurs intérêts propres pour se fondre dans une seule organisation où riches et pauvres seraient ensemble. De nombreux exemples de par le monde, notamment l'Algérie, montrent qu'une telle «unité» entre riches et pauvres n'aboutit qu'à tromper les travailleurs. Ces derniers se battent, meurent pour finalement hisser sur leurs épaules un pouvoir où les privilégiés «patriotiques» imposent rapidement leur dictature et n'ont qu'une hâte : exploiter «patriotiquement» les ouvriers et paysans pauvres.

A cela, nous nous opposons radicalement. Beaucoup aspirent à une unité du mouvement anticolonialiste, et cela afin d'être plus efficace. Il faut certes être efficace, mais sur des objectifs clairs, pour satisfaire réellement les aspirations des classes pauvres. Au nom de l'efficacité, on dit aux pauvres : ralliez les riches. Pourquoi ne pas réaliser l'unité autour des exploités, qui sont les plus nombreux ? Que les bourgeois et petits-bourgeois locaux s'organisent, s'ils le désirent; mais les travailleurs doivent avant tout apprendre à distinguer leurs intérêts et leur avenir politique de ceux des riches. D'ores et déjà, entre un ouvrier et un bourgeois antillais, existe cette différence que l'un est plus colonisé que l'autre.

Le texte de l'UPLG correspond de toute évidence aux aspirations de la petite-bourgeoisie guadeloupéenne, qui réclame plus de dignité, de responsabilités. Elle y a droit, mais pas pour diriger les travailleurs. «On sèl chimin, on sèl pep, on sèl organizasion»: ces mots d'ordre montrent que l'UPLG voudrait bien faire disparaître les courants ouvriers. Or, la classe ouvrière, ne possédant rien d'autre que sa force de travail, est le seul représentant authentique des opprimés.

Voilà pourquoi il est vital que la classe ouvrière, aux Antilles comme ailleurs, se donne sa propre organisation. Les militants ouvriers conscients doivent se regrouper, s'organiser dans cette perspective. La classe ouvrière a sa place, à la tête du combat pour se libérer de l'oppression nationale, pour en finir avec les humiliations, pour permettre enfin un véritable épanouissement culturel. Mais il importe surtout qu'elle agisse de telle façon que demain, aucun oppresseur, aucun exploiteur, ne puisse, même au nom de l'intérêt national ou patriotique, remplacer les colonialistes et impérialistes d'aujourd'hui. Cette tâche nécessite, plus que jamais, la création d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

martinique

NON AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES !

En l'espace d'une semaine, deux faits divers révélés par France-Antilles, ont montré combien souvent les femmes sont victimes de situations dégradantes et humiliantes.

Tout d'abord on a parlé de l'arrestation d'un individu minable qui avait fait l'objet de nombreuses plaintes pour avoir visité de façon nocturne et assidue les chambres, lits, et occasionnellement aussi les portefeuilles, de femmes qui se trouvaient seules chez elles le soir.

Ensuite on apprenait samedi qu'un homme de 42 ans avait tiré à bout portant avec un revolver sur une jeune femme haïtienne de 27 ans, la blessant grièvement au ventre, ceci sous le prétexte qu'elle aurait tenté de lui voler de l'argent.

Cette dernière affaire n'a pas encore été éclaircie à l'heure où nous écrivons. Mais qu'un homme exerce des violences sur une femme n'est pas un fait si exceptionnel. On peut d'ores et déjà dire que l'homme a abusé de sa force, sans même hésiter à faire usage d'une arme dans le cas précis, pour maîtriser une femme avec qui il se trouvait en conflit.

Mais les manifestations de violence vis-à-vis des femmes ne sont hélas pas des cas rares. Elles sont même monnaie courante pour bon nombre de femmes qui subissent régulièrement les brutalités et les violences de leur mari ou de leur compagnon.

Et le plus grave c'est que ces sévices infligés aux femmes sont souvent acceptés par l'entourage, et considérés comme une chose parfaitement normale et naturelle. On en rit volontiers. Parfois même on en fait retomber la responsabilité sur la femme elle-même, à qui on reproche de les avoir «provoqués».

Ceci est ignoble, et révèle le peu de considération qui est accordé à la femme en général, considérée par certains hommes comme un être inférieur.

Les hommes qui profitent de leur supériorité physique pour maltraiter ou violenter des femmes doivent être dénoncés et mis à l'index. Il faut qu'une réprobation unanime de leur entourage et, pourquoi pas, la riposte de leurs victimes, leur fassent passer l'envie de renouveler leurs agressions.

Les femmes ne doivent pas se laisser faire. Si elles ne peuvent pas compter sur la protection d'une police et d'autorités qui sont souvent bien plus acharnés à poursuivre les grévistes qu'à défendre les femmes attaquées, police qui d'ailleurs, bien souvent aussi se retrouve moralement du côté des agresseurs, elles doivent réagir, montrer qu'elles n'acceptent pas qu'on les traite comme du bétail.

L'oppression de la femme est un aspect des multiples contraintes qui briment les individus dans la société actuelle. S'il est certain qu'il faudra changer complètement cette société pour voir enfin disparaître cette oppression, il n'en reste pas moins que tous les individus qui en sont conscients, jeunes, travailleurs, hommes et femmes, doivent lutter et protester, chaque fois qu'ils sont témoins de tels faits, dans leur quartier, dans la rue, partout, pour que ceux-ci ne se reproduisent pas. C'est une simple question de dignité humaine.

sommet au soleil



Giscard a annoncé que les 5 et 6 janvier prochains il recevra en Guadeloupe CARTER, président des USA, CALLAGHAN, premier ministre de la Grande-Bretagne et SCHMIDT, chancelier Ouest-Allemand.

Ce sera comme il dit une réunion informelle sur leurs problèmes de gros sous. Ils seront donc au soleil en train de se bronzer et de temps en temps entre deux occupations de vacanciers ils évoqueront les problèmes de l'économie mondiale. Au lieu d'être tout seul au soleil, Giscard aura trois autres copains pour lui tenir compagnie.

Tout cela n'est pas bien nouveau. Les ministres et personnalités politiques, en particulier le secrétaire des DOM-TOM, ont l'habitude de venir passer de courtes vacances dans nos îles. Mais cette fois-ci Giscard profite pour affirmer bien fort que lui, président de la République française, invite en Guadeloupe, «Terre française» Carter, Callaghan et Schmidt.

Remarquons simplement qu'il fait 7.000 kilomètres pour s'y rendre !

banane :

UN GASPILLAGE ABSURDE

Le gouvernement vient d'annoncer qu'un «accord de principe» était pris pour satisfaire une des revendications des planteurs de banane de la Martinique : désormais le FORMA (Fond d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles) prendrait en charge chaque année l'indemnisation de l'excédent de la production bananière martiniquaise, jusqu'à concurrence de 50.000 tonnes, au prix de 0,50 à 0,60 F le kilo.

Déjà pour cette année le FORMA s'est engagé à verser une somme de 600 millions de centimes aux planteurs, pour 30.000 tonnes de bananes excédentaires au prix de 0,30 F le kilo.

Bien sûr, les gros planteurs ont de quoi être satisfaits : ce sont eux qui toucheront la plus grande partie de ces subventions.

La gabegie et l'absurdité d'un tel système sont à souligner. Ainsi, chaque année, des tonnes de bananes, produites par le labeur des paysans et des ouvriers, risquent de ne pas trouver preneur et d'être tout simplement détruites.

Ce gâchis énorme de travail et de marchandises est déjà particulièrement choquant en soi. Mais il l'est d'autant plus qu'il se produit dans un pays pauvre et sous-développé, où de larges couches de la population souffrent de la misère.

Que l'on consacre des centaines d'hectares de terre à cultiver un produit qui sera jeté une fois récolté, voilà qui est un gaspillage absurde et criminel. Des heures et des jours de travail perdu, du matériel immobilisé inutilement, de l'énergie gaspillée pour rien... tel est le résultat du système actuel.

Mais les gros planteurs préfèrent encore continuer à cultiver un produit excédentaire, car ils savent à l'avance qu'ils toucheront pour leurs excédents de confortables subventions, généreusement octroyées par le gouvernement.



QUEL GACHIS !

Cette gabegie est inhérente au système capitaliste tout entier. Pour qu'une organisation rationnelle de l'économie et de la production soit possible, il faudra que les travailleurs eux-mêmes, paysans et ouvriers, prennent en main la direction de cette société. Eux seuls seront capables d'utiliser rationnellement la terre et le travail, et d'éviter tout ce gâchis et tout ce gaspillage qui s'étalent actuellement sous nos yeux.

echos * echos * echos *

L.E.P.-LAMENTIN: en lutte pour la dignité

Les élèves du LEP du Lamentin se sont remis en grève le lundi 11 décembre à la suite de l'exclusion d'un des élèves, membre du Comité de Lutte pendant la grève d'octobre-novembre.

Pour une banale histoire de porte qu'il avait ouverte, l'élève a reçu un avertissement. Lorsqu'il est allé demander des explications au professeur qui le lui avait donné, il a été agressé par celui-ci, aidé dans sa tâche par deux surveillants.

Cet acte est caractéristique du climat qui règne au LEP après la grève. Certains n'ont pas digéré la grève d'un mois qui a fait plier l'administration. Aussi tente-t-on la reprise en main, notamment en donnant la chasse à tous ceux que l'on considère comme des «meneurs».

Mais les élèves du LEP ne l'acceptent pas ainsi et montrent qu'ils ne tolèrent pas que leur dignité soit bafouée, pas plus en décembre qu'en octobre ou en novembre.

Socaltra: UN PATRON SYNDICALISTE

Le patron de la SOCALTRA ne manque pas d'air. Une semaine après le dépôt de la Convention Collective de la Métallurgie élaborée par les ouvriers, le patron convoque leurs représentants pour leur signaler que... la convention était incomplète. Selon lui, il manque en effet un article sur les primes d'ancienneté. Et ce monsieur sous-entend donc que la convention est irrecevable puisqu'il manque l'article en question.

Que le patron s'inquiète ainsi de la prime des ouvriers est bien surprenant. Remarquons tout de même que son attitude a changé bien soudainement : c'est lui-même qui a refusé depuis 2 ans aux ouvriers la prime d'ancienneté contenue dans la Convention Collective du Bâtiment, sous prétexte qu'ils faisaient partie de la Métallurgie. Maintenant que les ouvriers de la Métallurgie ont élaboré leur convention, ce monsieur joue à cache-cache avec eux.

Mais les ouvriers savent que «tout jé cé jé...» et ils commencent à en avoir assez des manœuvres patronales.

Elections des délégués du personnel au Centre Hospitalier de Fort-de-France

Mardi 5 décembre, les élections de délégués du personnel se sont déroulées au CHFF.

La répartition des sièges entre les différents syndicats est la suivante :

	Année	Exprimés	%	Sièges
CGTM	1975	385	56,8	12
	1978	613	58,9	15
CFDT	1975	168	24,8	5
	1978	237	23,1	2
F.O.	1975	124	18,3	10
	1978	175	17	9

La CGTM enregistre une nette progression, ce qui signifie que de nombreux travailleurs approuvent la ligne actuelle de la CGTM Santé.

Il faut dire que ce syndicat CGT Santé constitue un peu un cas particulier dans la CGT. En ce sens que, en son sein et à sa tête, se trouvent des militants, dont ceux de Combat ouvrier, mais aussi d'autres tendances qui ont réussi à en faire, au bout de plusieurs années d'effort, un syndicat où démocratie réelle et combativité ne sont pas des mots creux.

C'est l'un des rares syndicats où cette démocratie permet que tous les problèmes des travailleurs, toutes les idées sont discutées ouvertement et sans craindre de déplaire à un quelconque responsable.

Cela a entraîné que le syndicat a gagné en efficacité et en crédibilité aux yeux des travailleurs de la santé.

LIVRES

nous, noirs américains évadés du ghetto

Ce livre a été écrit par quatre jeunes noirs américains, MELVIN et JEAN MAC NAIR, JOYCE TILLERSON et GEORGE BROWN, actuellement en prison en France.

Ils y dénoncent la vie de misère, la répression quotidienne imposée aux Noirs de ce pays riche et puissant.

Etre Noir aux Etats-Unis, c'est souvent être obligé de vivre de l'assistance, dans l'humiliation et la misère. C'est parfois l'alcoolisme, les familles détruites. C'est aussi avoir faim dès son plus jeune âge et apprendre à voler pour se défendre. C'est alors le cercle vicieux de la délinquance-prison-délinquance, avec les prisons qui cherchent à vous briser.

C'est aussi la révolte. Cette révolte qui a poussé ces quatre jeunes Noirs à tenter de rejoindre en 1972 des militants des Panthères Noires réfugiés en Algérie, et à leur apporter de l'argent obtenu par un détournement d'avion.

Arrêtés en France à la suite de ce détournement, ces quatre jeunes sont détenus depuis 1976 à Fleury-Mérogis, et ils viennent d'être jugés aux Assises à Paris. Le procès a duré une semaine au terme de laquelle les jurés ont considéré qu'ils avaient des circonstances atténuantes du fait du racisme qui sévit dans la société américaine. Verdict : 5 ans de réclusion pour les deux hommes et 5 ans de réclusion dont 2 avec sursis pour les deux femmes.

Cependant, l'un d'entre eux, GEORGE BROWN, risque d'être extradé. Il s'était en effet évadé de prison.

Le verdict est lourd pour ces jeunes Noirs en révolte contre le racisme dont ils se sentent victimes.

Ce racisme, leur livre le dénonce avec force. Il faut le lire.

POESIE : "WESTERN" de max Jeanne

«Western», œuvre de Max JEANNE, a paru il y a quatre mois aux Editions L'Harmattan. Comme l'indique le sous-titre, «ciné-poème guadeloupéen», il s'agit d'un poème, présenté comme un film. Le scénario de ce film, c'est l'histoire de la Guadeloupe, depuis le début de la colonisation à nos jours. Les dates les plus marquantes sont évoquées, qui ouvrent chacune une époque nouvelle de l'histoire de la Guadeloupe : la «découverte», l'occupation française, la lutte de Delgrès et Ignace, l'abolition de l'esclavage, la «départementalisation», 1967 et les grandes grèves de 1971.

On aurait pu craindre qu'un tel sujet ne fasse verser l'auteur dans la grandiloquence, propre à l'ancienne génération d'écrivains antillais, ou qu'au contraire elle ne le mène à rédiger davantage un tract qu'une œuvre littéraire (style fréquent chez certains jeunes «poètes» nationalistes). Mais Max JEANNE évite l'un et l'autre de ces écueils.

A sa manière, dans un style corrosif, alerte, il dénonce impitoyablement les méfaits du colonialisme, qui sévit en Guadeloupe depuis bientôt 5 siècles. Mais à aucun moment, on ne quitte les frontières de la poésie. Son arme principale : l'humour; un humour caustique qui n'est pas sans rappeler parfois le style de Léon DAMAS.

Les allusions historiques et politiques sont très nombreuses, les jeux de mots aussi : c'est sans doute là que réside, pour le lecteur non averti, la principale difficulté. Mais un recueil de poésie n'est pas un manuel scolaire, et l'on serait mal venu de «fè ti bouch» devant ce livre qui est, à bien des égards, excellent.

ALGERIE : la succession de Boumediène est ouverte

Depuis plusieurs semaines, le président alrégien Houari Boumediène n'est maintenu en vie que par le perfectionnement atteint aujourd'hui par les techniques médicales. L'assistance médicale apportée à un agonisant par les plus grands spécialistes du monde entier n'a pas un but purement humanitaire. Il s'agit surtout pour les hommes politiques de gagner du temps afin d'avoir toute latitude de sélectionner et de mettre en place les nouvelles institutions ou les hommes destinés à se partager le pouvoir.

Car la fin de toute dictature crée un vide politique dangereux aux yeux des privilégiés et de tous ceux qui, à un degré ou à un autre, profitent du système dictatorial. Le vide créé peut en effet laisser la possibilité aux exploités, aux pauvres, de crier leur misère, de dire qu'ils en ont assez et de s'engager dans toutes les actions nécessaires à un véritable changement.

Et l'Algérie n'échappe pas à cette règle. Car depuis seize ans, le régime algérien est une dictature. Cette dictature fut tout d'abord organisée autour de Ben Bella. Et Boumediène, qui était le chef de l'armée, va aider Ben Bella à éliminer tous ses rivaux. Puis après le coup d'état de 1965, Boumediène va écarter Ben Bella lui-même.

Depuis juin 65, et progressivement, un seul homme, Houari Boumediène, va concentrer entre ses mains tous les pouvoirs : Chef du Conseil de la Révolution, Chef de l'Etat, Chef de l'Etat-Major; Premier Ministre et Ministre de la Défense et enfin Chef du F.L.N., parti unique.

Pour arriver à ce but, Boumediène va éliminer tous ses concurrents possibles, n'hésitant pas à les faire assassiner lorsqu'il les jugeait trop dangereux.

A l'ombre du nouveau pouvoir toute une nouvelle bourgeoisie, algérienne cette fois, va prospérer : bourgeoisie affairiste de la banque et du commerce, hauts-fonctionnaires, cadres de l'industrie d'état, propriétaires terriens. Les profiteurs ont changé de nationalité, ils ne sont plus comme avant l'indépendance, des français, ils sont algériens désormais.

Boumediène et les autres hommes politiques de cette nouvelle bourgeoisie algérienne, parlent d'«Algérie Nouvelle», de «socialisme algérien», ils défendent la «langue algérienne», la revalorisent et introduisent son usage officiel dans toutes les écoles, mais les masses algériennes sont toujours aussi éloignées des objectifs pour lesquels 1 million d'hommes, de femmes et de jeunes d'Algérie sont morts, massacrés par l'armée colonialiste française dirigée par les Massu et les Bigeard.

Etant donné l'état de santé du président algérien, la lutte pour sa succession est maintenant ouverte. Qui l'emportera des sept ou huit dirigeants en ligne pour la course au pouvoir ? L'issue de cette lutte au sommet sera, à coup sûr, une nouvelle dictature si les masses n'interviennent pas sur la scène politique.

En effet, Boumediène, comme la plupart des dictateurs véritables, n'avait pas de dauphin. En outre, tous ceux qui visent à lui succéder, n'ont pas eu l'occasion de faire leurs preuves, ni de regrouper leurs sympathisants car ils avaient très peu de pouvoirs durant la période où Boumediène dirigeait.

La bourgeoisie algérienne finira certes par lui trouver un remplaçant ! Même si cela prend plusieurs mois, voire plusieurs années ! Même si la route du nouveau «Chef tout-puissant» sera encore plus sanglante que celle qu'avait dû se frayer Houari Boumediène.

Mais les travailleurs et les masses algériennes, eux, devront entrer de nouveau en lutte afin d'en finir avec la misère et de supprimer toute exploitation.

Alors nous, travailleurs martiniquais et guadeloupéens, nous avons au moins un enseignement à tirer de ce qui se passe aujourd'hui en Algérie.

Car ici aussi il y a une lutte à mener contre le colonialisme et pour l'indépendance. Et ici aussi certains cherchent déjà à nous bercer de la même musique que joua le Front de Libération Nationale algérien : unité du peuple tout entier, autour d'une seule organisation.

Eh bien l'Algérie est là pour nous rappeler que nous, travailleurs, nous les pauvres, nous avons des intérêts particuliers, qui peuvent parfois s'allier avec d'autres, mais qui, souvent sont différents.

Et pour que les énormes sacrifices auxquels nous devrons consentir pour libérer nos pays ne profitent pas demain à une nouvelle bourgeoisie guadeloupéenne ou martiniquaise, il nous faut construire notre propre parti, le parti ouvrier révolutionnaire, chargé de défendre nos intérêts et de prendre la direction, au nom de tous les opprimés, de la lutte pour la libération des Antilles.

QUAND AIR FRANCE CASSE SES PRIX

Air-France vient d'annoncer la création d'une nouvelle formule de transport «Air-France vacances» qui prendra effet au début de l'été prochain et qui, selon elle, abaissera les prix de 50 à 60 %. Cette réduction affectera les lignes suivantes : Pointe-à-Pitre et Fort-de-France 2.000 F à 2.300 F, New-York 1.725 F, Tel-Aviv 1.300 F à 1.700 F, Palma de Majorque 600 F et Londres 400 F (aller-retour de Paris).

Deux boeings de 500 places et deux airbus de 300 places environ seront utilisés par cette compagnie pour les premiers vols vacances. Il n'y aura plus de réservation à l'avance, les billets étant payés tout de suite. D'autre part, ce tarif s'assortit d'une limitation de séjour de 20 à 60 jours et d'une réduction du service à bord.

Ainsi, Air-France se décide à baisser ses prix. Bien sûr, ces dispositions constituent un progrès par rapport à la formule «bloc de sièges» pour laquelle il fallait s'inscrire six mois à l'avance, le nombre de places étant limité.

C'est donc cette formule qu'Air-France améliorera un peu. Par là même, elle se met en position pour faire face à la concurrence des vols charters qui se multiplient sur ces lignes.

Ces nouveaux tarifs lui permettront peut-être aussi de toucher de nombreux clients tentés par un séjour touristique aux Antilles et de s'orienter vers un transport de masse.

Mais cette compagnie qui détient malgré tout le monopole d'Etat, notamment sur les Antilles, ne fait pas de cadeau : cette mesure n'apporte, sur certaines périodes de l'année, aucune amélioration au tarif par rapport au bloc de siège. Air-France précise même que les marges bénéficiaires de ces vols vacances seront du même ordre que celles de ses autres vols.

espagne: le régime reçoit la caution populaire

C'est par une écrasante majorité que les Espagnols ont ratifié la nouvelle constitution qui leur était proposée lors du référendum du 6 décembre dernier.

En effet, 88 % des votes ont été en faveur du oui et 7,91 % en faveur du non.

Le pays basque quant à lui a eu le plus fort taux d'abstentions. La raison en est l'importance du problème national qui s'y pose et la volonté farouche des Basques d'arracher leur autonomie.

L'organisation d'un tel référendum est un geste politique de la bourgeoisie qui vise à ravaler son état en lui donnant une façade plus démocratique, et à obtenir une caution populaire.

Si aujourd'hui elle décide d'abandonner la dictature franquiste pour une façade plus démocratique, il y a à cela deux raisons.

Le développement relatif qu'a connu l'économie espagnole pousse aujourd'hui la bourgeoisie à chercher une ouverture vers l'Europe. Elle est d'ailleurs candidate à l'entrée dans le Marché commun.

Cela pousse cette bourgeoisie à démocratiser tant soit peu ses institutions.

La deuxième raison qui est liée à la précédente, c'est que la classe ouvrière, dont le poids s'est accru avec ce développement d'après-guerre, après avoir pansé ses profondes blessures de la guerre civile, intervient dans la vie du pays par ses luttes. Du vivant même de Franco, l'Espagne a connu de grandes grèves qui ont mis en mouvement des dizaines de milliers d'ouvriers.

A cela, il faut ajouter qu'à une période de calme relatif dans l'économie mondiale, a succédé la période de crise dont les contrecoups se font sentir sur les économies faibles – comme celle de l'Espagne.

La démocratie dans ces conditions, c'est à la fois un moyen de changer le visage et les méthodes de la bourgeoisie d'affaire et industrielle espagnole, mais aussi un moyen de se concilier les partis en qui la classe ouvrière a confiance.

Ceux-ci ont d'ailleurs pleinement joué le jeu. Ils appelaient à voter Oui au référendum.

L'avenir dira si la classe ouvrière, elle, aura les mains liées par la caution qu'on lui a fait donner au régime, lorsque ses intérêts seront menacés.

Iran : une grande force qui n'explose pas

Un exemple frappant de la force qui est actuellement dans les mains des travailleurs iraniens vient d'être donné par les employés de la Banque Centrale Iranienne : ils ont rendu public tous les noms des capitalistes qui avaient commencé, tels des rats fuyant le navire, à exporter leur or et leurs capitaux hors du pays en crise. Du coup, il est maintenant devenu plus difficile pour ces derniers de quitter le pays comme ils l'escomptaient. Les militaires et le shah ayant immobilisé leurs fonds dans les banques.

Cette force de la classe ouvrière en lutte, les travailleurs des raffineries en ont aussi fait une démonstration éclatante en montrant qu'ils pouvaient, quand ils le voulaient, bloquer toute la production de pétrole du pays. Et, dans tous les secteurs, les ouvriers en grève ont apporté la preuve que sans eux l'économie ne peut tourner.

Cette puissance non utilisée de la classe ouvrière est un élément d'une mobilisation sans précédent : un million cinq cent mille personnes dans les rues de Téhéran dimanche, plus de deux millions lundi. Dans tout le pays cinq millions de personnes, soit le 1/6 ème de la population, manifestaient lundi contre le Shah, réclamant son départ et la venue au pouvoir de l'Ayatollah KHOMEINY.

Cette marée humaine déferlant dans les rues donne l'image d'un peuple entier debout tenant entre ses mains la possibilité de faire basculer d'un moment à l'autre une dictature subie depuis des années et honnie par toutes les couches de la population.

Dans cet élan qui soulève actuellement les masses iraniennes, l'armée elle-même peut être emportée par le flot : car comment une armée, aussi puissamment organisée soit-elle, pourrait-elle résister à un peuple entier qui se lève pour sa libération ? Et cela d'autant plus que les soldats sont issus du peuple même qui se dresse en face de leurs fusils. L'armée américaine elle-même au Vietnam, bien qu'armée étrangère envoyée se battre dans un pays lointain, n'avait pu résister au cancer qui la rongeait petit à petit : la démoralisation grandissante de ses troupes. A fortiori donc l'armée iranienne qui se bat dans son propre pays contre son propre peuple.

LE SHAH :

UNE ARROGANCE QU'IL N'A PLUS.

Si la classe ouvrière le veut, elle peut bouleverser complètement tout l'édifice branlant de l'état bourgeois iranien, et le renverser. Les travailleurs pourraient prendre le pouvoir.

Et pourtant, malgré toutes ces conditions, les travailleurs, les couches populaires en révolte, n'ont pas encore réussi à balayer le régime réactionnaire et dictatorial du Shah qui écrase d'une main de fer l'ensemble de la population pauvre et travailleuse du pays. Malgré toute la force qu'il a en main, le peuple iranien semble suspendu dans son élan. La classe ouvrière n'a pas pris la tête et la direction du formidable mouvement populaire. Bien au contraire, le peuple suit des dirigeants, l'Ayatollah KHOMEINY en tête, qui ne visent qu'à ravaler la façade d'un état déconsidéré et pourri, mais sans en bouleverser les fondements, les valeurs et les institutions.

KHOMEINY entend freiner et garder le contrôle plein et entier de cette puissance populaire, pour la contenir dans les seules et étroites limites qui, pour lui, sont acceptables. Son but, comme celui de son équipe, n'est pas de remettre en cause le régime des possédants et des riches sur lequel s'appuie le Shah, mais à remplacer le Shah à la tête de cet état.

Et la classe ouvrière, les couches pauvres de la population qui lui servent actuellement de marchepied vers le pouvoir, ne peuvent dans ces conditions, que se retrouver demain dans la même exploitation et la même oppression qu'ils ont actuellement l'espoir de renverser.

LECTEURS, ATTENTION ! !

Le journal COMBAT OUVRIER devient HEBDOMADAIRE à compter du Samedi 16 Décembre 1978.

La parution du numéro mensuel et celle des suppléments Bi-hebdomadaires sont supprimées.

COMBAT OUVRIER HEBDOMADAIRE sera en vente en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1 F 50.

Réclamez-le.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	*pour un an*	*65,00 F*
	pour 6 mois	*35,00 F*
France :	*pour un an*	*100,00 F*
	pour 6 mois	*50,00 F*

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire